

Addressing Mauritius' long term structural weaknesses

By Sameer K Sharma (cont. pg 4 & 5)

Comments from various forums have tended to be positive about the 2012 budget as has been the case with most other budgets over the past twenty years, for it has always tended to be good to be diplomatic to and constructive with those in power rather than bring critical. What we do need to understand however is that if we attempt to look forward rather than at the headlines, the budget does not fully address our longer term structural weaknesses that will soon enough come to the fore. I believe that there is a fundamental problem in the understanding of many analysts and observers when it comes to the unsustainable system which we currently possess.

The government in 2006 decided to make the island become a low tax jurisdiction and various other measures were taken to take thousands out of the income tax bracket. Considering the fact that there was no capital gains tax in Mauritius and that we had a small workforce of qualified accountants and administrators and DTAs, this move made a lot of business sense. Obviously at the same time, we had negative real interest rates and budget policy which taxed interest on deposits, and this forced a lot of money into both the stock and real estate markets. We had a temporary boom in the economy as the global economy itself was booming. At the same time, a depreciating rupee, when combined with rising commodity prices internationally, meant that inflation was out of control which essentially meant that those in the middle and below, who could not afford to invest in real estate, businesses and stocks, lost out.

As both real GDP growth and inflation picked up during the 2007-2008 period, budget revenues soared and everyone got excited about how lower taxes could lead to higher revenues due to tax buoyancy. We do not unfortunately tend to look at the longer term picture, more often than not, our concerns tend to be immediate, which meant that we failed to realize where the world was going and that if all those rosy assumptions about the world economy were not met, the sheer size of our government and the many programs under its belt would become increasingly unaffordable, and they would all need to be underfunded.

Capitalistic system of revenues and socialist system of spending

You cannot logically have a capitalistic system of revenues based on lower taxes and a socialist like system of spending. That just cannot work. Our revenue system needs to come along with a smaller and more efficient government that concentrates on fewer priorities that can then be well funded, but even today we have yet to address the problem effectively.

And do not think that the policy makers have not realized this. Just a couple of years after the 2006 reforms mind you, we had solidarity levies imposed on certain sectors such as the banking sector, which is, like it or not, an increase in taxes. As long as we do not reform Government, its high cost structure and its panoply of programmes (with some having questionable impact in terms of economic multiplier effect), we will continue to have levies, and such things will be expanded in

scope and size especially if growth forecasts fall short of expectations. My point is that these levies defeat the whole purpose of the reform process that we had engaged in (a low tax regime that we market to the world).

As per the Ministry of Finance's own medium term macroeconomic projections, the revenue to gross domestic product (GDP) ratio, which is projected to stand at 21.7% in 2012, shall fall to the 19% mark by 2014. Now remember, we have a 2018 public sector debt to GDP ratio mandate of 50% and we are at the mid 50s now. Obviously we have a revenue generation problem in real terms, and if you look at the GDP growth figures that these already concerning figures are based on, the Ministry of Finance expects GDP growth of 4% in 2012 (it shall be lower than that, 3.7-3.9%) and a recovery by 2013-2014 of 4.5% and 5% respectively.

I really do not believe, based on the projections of various local institutions during the first half of 2011 (from the Bank of Mauritius to Statistics Mauritius), that some economists over here have a good grasp of what is happening in the world right now beyond a general level. The tendency in Mauritius is to take what the International Monetary Fund says as the only forecast when it suits them, and when it does not pan out, these economists have a natural hedge.

Europe will be entering a recession shortly and growth will be close to 0% at best for the next 2 years.

Les grandes lignes du budget de 2012

Par Thierry Vallet (cont. pg 2)

Le premier budget du nouveau ministre des Finances Xavier-Luc Duval a su mettre l'emphase sur certains secteurs où il y avait un grand besoin de renouveau et d'amélioration. Il contient aussi beaucoup de nouvelles mesures sociales qui plaisent à la population, car chacun y trouve sa part, sans que celles-ci n'affectent significativement l'équilibre budgétaire.

Les mesures positives

Les petites et moyennes entreprises (PME) seront en mesure d'emprunter à un taux préférentiel de 8,5%, mesure qui va encourager les investissements. La taxe d'enregistrement sur les emprunts à moins de Rs 1 million sera supprimée afin de dynamiser le secteur des PME. La renonciation de tous les frais bancaires de traitement et les frais connexes (en accord avec les banques) et l'abolition des frais d'inscription sur les emprunts enregistrés permettront un accès moins cher aux liquidités. Les PME peuvent s'en réjouir. Une

partie de ces emprunts pourra être garantie par un *Equity Fund* afin de faciliter l'accès au financement.

En publiant un calendrier pour la mise en œuvre des mesures, le ministre veut que les mesures annoncées ne soient pas qu'un effet d'annonce, et nous ne pouvons que l'en féliciter. Cela mettra une pression évidente sur l'ensemble des ministères et responsabilisera chaque ministre. C'est une initiative bienvenue pour une administration publique meilleure et plus efficace.

Sur le plan fiscal, l'élimination de l'impôt sur les plus-values des transactions immobilières et sur les intérêts plait le plus et la suppression de la fiscalité sur les dividendes est une mesure juste. La taxation des plus-values introduite l'année dernière a jeté un trouble parmi tous les investisseurs, notamment étrangers. Cela a aussi diminué les transactions immobilières, réduisant ainsi le montant collecté au titre du *Land Transfer Tax*. L'impôt sur les dividendes était injuste,

car les revenus sont déjà taxés à travers l'impôt sur les sociétés. Cette élimination donnera une impulsion aux investissements du secteur privé à travers une augmentation du nombre de transactions.

Comme l'économie mondiale ne montre aucun signe d'amélioration, un fond spécial, le *National Resilience Fund*, de Rs 7,3 milliards sera utilisé pour soutenir les secteurs stratégiques en difficulté et pour soutenir l'emploi et la croissance. Ce fond vient remplacer le *Stimulus Package* mis en place par l'ancien ministre Sithanen, et qui n'a pas toujours été utilisé à bon escient. Espérons que sa gestion sera plus rigoureuse cette fois-ci.

Des projets infrastructurels importants, comme le Metro Léger et le Harbour Bridge, au coût de Rs 21,2 milliards ont été encore une fois annoncés. Est-ce que ces deux projets vont voir le jour ou rester un rêve ?

Les grandes lignes du budget de 2012

Par Thierry Vallet (cont. from pg 1)

Certains pensent que cela est nécessaire tandis que d'autres trouvent qu'on consacre beaucoup d'argent à l'infrastructure au moment où une crise traverse le monde, et qu'il existe des moyens plus économiques pour résoudre le problème de congestion routière. Le fait de délocaliser les ministères hors de Port Louis pourrait favoriser une décongestion plus rapide en attendant ces réalisations ou une autre alternative.

Une autre mesure intéressante est la possibilité pour les gens d'opter pour une assurance santé privée au lieu de contribuer au *National Savings Fund*. Les avantages seront : 1) les patients auront le choix entre les cliniques et les hôpitaux, 2) la charge de travail par le secteur public sera moindre avec moins de demande pour ces services, 3) Maurice pourra devenir un *Medical Hub* grâce à des économies d'échelle pour le secteur hospitalier privé.

La privatisation des entités telles que Domaine Les Pailles, les centres de vente à Port-Louis Waterfront, *Lakepoint*, les Casinos de Maurice et le Village touristique de Belle Mare, est une bonne chose. Il faut laisser la gérance aux professionnels des domaines respectifs, qui apporteront plus d'efficacité et de rentabilité, tout en permettant à l'Etat de quitter des investissements non rentables pour lui.

La base de calcul de la *Corporate Social Responsibility* (CSR) a également été simplifiée à 2% du revenu imposable. Cela avait été demandé depuis plus de plusieurs ans. On évitera maintenant une imposition multiple pour les *Holdings*, certaines pouvant payer jusqu'à dix fois cette même taxe !

Le ministre vise un déficit budgétaire de 3,8% du produit intérieur brut (PIB) en 2012. Ceci est complété par un objectif de ramener à 50% la dette du secteur public en pourcentage du PIB en 2018. A ce jour, les projets d'investissement prennent du temps à être mis en place. Il est donc important de respecter les dates prévues. Le déficit budgétaire, qui est plus bas que prévu tous les ans, reflète cet état des lieux.

Concernant les Rs 1,5 milliards au fonds de développement du logement social pour la construction des banlieues et la création d'abris pour les sans-abri, un tiers des fonds viendra du gouvernement, un autre du CSR et le dernier payé par l'acheteur. Cette formule peut encourager les acteurs privés à développer des logements sociaux.

Le Comité de politique monétaire décidera de la façon de maintenir l'inflation dans une fourchette déterminée conjointement par le ministère des Finances et la Banque de Maurice (cela existait dans la loi, mais n'a pas été pratiqué jusqu'ici). Le ministre souhaite aussi faire appel à des compétences internationales pour siéger sur ce comité.

Les dépenses du gouvernement sur les transferts, les logements, les soins de santé et l'éducation, c'est-à-dire sur les dépenses sociales, ont le plus gros impact sur le partage des biens publics. Celui-ci a été si bien fait que les petites mesures sociales plaisent à la population, car chacun s'y retrouve quelque part.

Enfin, le seuil du système de paiement et de celui des paiements anticipés s'élève à 2 millions de roupies par an, ce qui diminuera la paperasserie.

Là où le budget aurait pu faire mieux

Le budget parle peu de la réforme de la fonction publique, chose qui est recommandée par l'Audit chaque année. Pour avoir une productivité accrue dans le secteur public, il faut de l'investissement dans la technologie, le recrutement de personnel d'expérience, la performance du personnel et l'évaluation des services, plutôt que le grand nombre d'employés.

L'augmentation de la pension de vieillesse pour aider les retraités à avoir une vie de meilleure qualité est trop petite. Il faudrait des augmentations par palier avant les 90 ans, où le nombre de retraités est significativement plus élevés. Il aurait été facile d'introduire une retraite supérieure à ceux qui ne toucheraient leur retraite qu'à partir de 65 ans.

La suppression des taxes sur les biens de luxe tels que les produits cosmétiques et des chaussures va dans le bon sens pour convertir Maurice en un *Duty Free Island*. Mais ces mesures arrivent *piece meal* chaque année. Une approche plus globale aurait été souhaitable afin de créer un *buzz* autour de ce nouveau segment de l'économie.

Concernant le *Global Business*, certains sont d'avis qu'il est mal de cibler un secteur spécifique alors que plus d'argent est nécessaire pour étendre le réseau mauricien des traités de non double imposition. Malgré tout, une école de pensée dit que ce qui consomme doit payer. Pour contourner une trop forte taxe sur les bénéficiaires, des partenaires peuvent se payer en bonus au lieu de dividendes. Il est préférable d'augmenter les frais associés à l'obtention d'une licence pour une compagnie GBL1.

Le budget ne contient pas de mesures intéressantes en faveur du secteur du tourisme, à l'exception de l'idée de faire de Maurice un *hub* pour l'Afrique en améliorant l'accès aérien sur l'île, ce qui aidera d'autres secteurs, financier et manufacturier.

Le budget donne l'impression de ne traiter que le court et moyen termes, sans mesures réelles pour une stratégie à long terme afin de maintenir la croissance. Cela semble être une volonté du ministre de se concentrer sur la réalisation concrète des mesures.

Même si nous devons avoir une stratégie claire sur le plus long terme, il existe une attente réelle quant à l'application des mesures dans l'année qui suit le discours. Nous espérons que cette fois-ci les applications arriveront à temps.

Un des plus grands problèmes sociaux de nos jours est la prolifération du cancer, et cela coûte au gouvernement en soins hospitaliers. Le budget augmente la taxe sur l'alcool, le cigare et la cigarette afin d'encaisser des revenus de ceux qui vont coûter à l'Etat. Ce principe de « pollueur payeur » est excellent. Cependant, le tabac n'est pas la seule raison de cancer. Une utilisation trop conséquente de pesticides sur les fruits et légumes fait partie des causes connues. Ce serait bien aussi de mettre en place des mesures pour contrôler l'utilisation en excès des produits qui ont un effet néfaste sur la santé de la population et sur l'environnement.

Je suis aussi d'avis qu'il manque de réelles mesures au niveau du concept Maurice Ile Durable. Celui-ci n'avance pas très vite, et l'enveloppe budgétaire diminue. Les punitions pour les pollueurs n'existent pas ou ne sont pas appliquées. Pourquoi ne pas réduire les taxes sur les voitures qui émettent moins de carbone ?

Pour conclure, j'accueille le budget favorablement, car les mesures sont valables et réalistes dans l'ensemble. Je suis cependant d'avis que le ministre des Finances aurait dû mieux expliquer que ces mesures concernent le court et moyen terme, dans le but de mettre en place des mesures nécessaires dans les prochains budgets et de faire face au futur.

Thierry Vallet est *Business Development Director* chez *AfrAsia Bank*.

CONJONCTURE

An electronic journal published by
PluriConseil Ltd

Director: Eric Ng Ping Cheun
Address: 27, Mgr. Gonin Street, Port Louis,
Mauritius

Tel: (230) 213 6719

Fax: (230) 234 2761

Email: conjoncture@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Reprint of articles is allowed upon
written authorization of the publisher.

Les défis de la diversification touristique

Par Patrick Moisan

Le tourisme, producteur de services, est un des premiers secteurs économiques exportateurs du pays. Il a pour particularité, contrairement aux autres industries productrices et exportatrices de biens, de faire venir consommer ses clients sur les lieux de production. Ce secteur subit aujourd'hui la crise économique mondiale, certes ponctuelle, mais d'une ampleur et d'une durée jamais connue à ce jour, qui frappe durement les marchés historiques de la destination et leurs économies respectives.

Certains de ces marchés ne génèrent plus autant d'arrivées que dans le passé et ne reviendront plus aux niveaux antérieurs de production (Afrique du Sud par exemple, tant dans le nombre d'arrivées que dans la contribution per capita). Les autres marchés voient le nombre de leurs ressortissants voyageant hors des frontières au mieux stagner, voire se réduire dans certains cas, et pour les irréductibles du voyage originaires de ces pays, la réduction des budgets dédiés aux vacances est souvent devenue une réalité.

Les touristes « haute contribution » sont donc moins nombreux à atteindre les côtes mauriciennes, et les autres, à budget réduit, se rabattent en plus grand nombre sur le secteur informel ou cherchent les promotions tarifaires qui se développent et encombrant les marchés depuis un certain temps. Ces promotions, dont certaines s'apparentent à des braderies, peuvent d'ailleurs avoir des effets pervers.

D'abord, la contribution per capita baisse drastiquement sur les produits composant la base des packages (hébergement en particulier) mais aussi sur les autres revenus touristiques, ces nouveaux clients attirés par ces « bargains » n'ayant pas les moyens financiers de souffrir d'autres prestations proposées dans et hors des hôtels de l'île. Puis, cette situation lasse aussi les prescripteurs perdus devant ces offres tarifaires trop nombreuses et souvent éphémères, et ils préfèrent parfois favoriser d'autres destinations « moins compliquées » à vendre (dixit certains tours opérateurs français et réunionnais). Enfin, l'image « haut de gamme » de la destination en souffre, l'image « foirfouille » de certaines de ces offres ne seyant pas à la destination.

Conclusion : il n'y aura pas de progression des arrivées, sinon une réduction depuis certains marchés sources et une contribution per capita réduite pour un périmètre hôtelier et touristique croissant.

Un tourisme cosmopolite mal maîtrisé

La destination mauricienne doit donc se tourner vers de nouveaux marchés émetteurs, non seulement pour rentabiliser les investissements existants, mais aussi pour assurer la croissance d'un secteur devenu primordial pour l'économie du pays. Les marchés émergents les plus prometteurs avec un potentiel réel pour l'île Maurice sont sans nul doute les pays membres du BRICS tels l'Inde, la Chine et la Russie (le cas de l'Afrique du Sud a été évoqué plus haut et le Brésil reste marginal). D'autres nouveaux marchés peuvent aussi présenter un intérêt pour la destination mais les espoirs de production sont relativement limités.

Mais l'exercice n'est pas sans pièges ni dangers. A contrario des biens exportés sur divers marchés, un tourisme cosmopolite mal

maîtrisé peut avoir des conséquences directes et néfastes sur l'outil de production et le produit que sont la destination et ses infrastructures.

Comme dans la société en général, des populations de touristes d'origines différentes ne cohabitent pas toujours harmonieusement dans les mêmes endroits. Les exemples de mixtes clientèle inadaptés sont fréquents, et nombreuses furent les déconvenues de ceux qui, voulant passer outre, pensaient héberger un grand nombre de nationalités différentes ensemble dans un même hôtel, voire une même destination.

Ce problème de cohabitations existe déjà avec les clientèles ouest-européennes, pourtant toutes de mentalité et de culture occidentales et membres de la communauté européenne. Qui n'a pas déjà entendu un touriste français se plaindre de la présence trop importante d'Allemands ou encore un Anglais se plaindre d'un trop grand nombre d'Italiens.

Un des exemples est la Turquie où, à l'exception d'Istanbul métropole cosmopolite, les grands marchés se retrouvent chacun sur « leurs terres » pour ne pas dire dans leur « ghetto » : les Allemands à Antalya sur la Méditerranée, les Anglais à Marmaris aux confins des mers Méditerranée et Egée alors que les Français se retrouvent vers Izmir et Kusadasi sur la mer Egée. Les îles Baléares aussi sont aujourd'hui souvent considérées comme une colonie allemande et subissent le désamour de certains autres marchés.

N'oublions pas non plus la désaffection des clients occidentaux pour tel ou tel hôtel de Londres, Paris ou de la Côte d'Azur au lendemain du boom pétrolier des années 70 qui ont vu les touristes arabes du Golfe voyager en grand nombre vers l'Europe et « coloniser » certaines adresses. A l'île Maurice j'ai déjà entendu des touristes ouest-européens se plaindre de la présence de Russes pourtant présents en nombre limité.

Un Chinois consomme différemment d'un Français qui consomme à son tour différemment d'un Indien qui, lui, consomme différemment d'un Russe. On peut continuer la litanie indéfiniment. Comment concilier et satisfaire les habitudes et envies de chacun de façon satisfaisante en un seul et même endroit sans tomber dans un produit de grande consommation insipide, sans saveur ni odeur. Il convient aussi, au-delà des manières de vivre de ces nouveaux clients, de leur proposer des activités et des loisirs dont ils sont friands et qu'ils recherchent lors de leurs voyages.

Former les employés face à des sensibilités différentes

Nos employés sont habitués à traiter en grande majorité des clients de sensibilité occidentale dans des hôtels conçus généralement pour ces mêmes clientèles. La façon de vivre des jeunes générations mauriciennes composant le gros du personnel hôtelier s'apparente elle-même plus à celle des Occidentaux. Il est donc nécessaire de les former à servir des clients venus d'horizons nouveaux et dont les habitudes de consommation et les mentalités diffèrent sensiblement des leurs et de celles des clients jusqu'ici traités.

La problématique de la communication, donc des langues, se pose aussi : pour bien servir un client il faut d'abord le comprendre et pouvoir se faire comprendre. Une adaptation à ces nouveaux clients est nécessaire sans toutefois oublier ni négliger les anciens. La communication devra « se synchroniser » avec ces nouveaux marchés avec des messages adaptés aux contingences et aux attentes respectives de ces nouveaux clients en évitant de brouiller l'image globale de la destination.

La pénétration de nouveaux marchés demande des efforts conséquents, et ce dans la durée, sans lesquels l'exercice sera soit voué à l'échec, soit générateur de résultats décevants sans relation avec les investissements consentis. Les coûts initiaux (ou coûts d'approche) sont élevés et peuvent paraître démesurés eu égard au nombre d'arrivées réalisées durant les phases initiales. Il faut prévoir des campagnes inscrites dans la durée, donc onéreuses, avant que les résultats escomptés ne soient au rendez-vous.

Pour ces nouveaux marchés, l'accès aérien est aussi primordial avec des liaisons directes et des fréquences suffisamment rapprochées, ces nouveaux touristes (les Asiatiques en particulier) ne voyageant pas tous sur les mêmes schémas que nos clients habituels (une semaine à minima en moyenne). En outre, les liaisons aériennes avec certains nouveaux marchés étant limitées voire inexistantes, les touristes utilisent des itinéraires passant par les hubs situés sur nos marchés traditionnels, créant ainsi des goulots d'étranglement, cela souvent au détriment des voyageurs issus de ces mêmes marchés traditionnels.

In fine la destination n'a pas d'autre choix que de diversifier ses marchés sources. Il convient de s'y préparer pour faire face à certaines difficultés qui ne sont pas insurmontables mais néanmoins significatives. Sans ghettoïser les différentes nationalités présentes ou à venir dans leurs hôtels ou « stations balnéaires » respectifs, il est important de tenir compte de leurs différences, de s'en accommoder et de leur fournir les prestations attendues.

Des efforts conséquents pour la formation des employés à ces nouvelles clientèles doivent être consentis, de même que l'inculcation de nouvelles langues. La communication de la destination sur ces nouveaux marchés devra donc être en adéquation avec les coutumes et habitudes, tout en évitant de créer un flou qui rendrait l'image globale de la destination moins lisible.

L'aspect de l'accès aérien, déjà sujet à polémique, ne doit pas être occulté non plus. Finalement, il convient de consentir des investissements promotionnels suffisants pour permettre une pénétration effective de ces nouveaux marchés afin d'atteindre les résultats attendus.

Patrick Moisan, consultant en tourisme, est directeur de *Handsonservices*.

Addressing Mauritius' long term structural weaknesses

By Sameer K Sharma (cont. from pg 1)

The most accurate economists' projections on Europe are that it shall shrink by 0.5% in 2012 and by 1%-1.5% in 2013. The world is facing significant downside risks, which is why I have been stressing that we need structural changes to the economy for the better part of the year.

As Europe faces critical threats to its current avatar, those few who were pushing for this New World Order have suffered a significant setback, which is probably why this same group is pushing for another parallel structure that would get back to the basics of trade in the Asia Pacific region (plus the United States), a region that would be 40% larger in size than the European Union. Europe will need to break up and get smaller as a union. The structural problems of the periphery are too great, they will need to default, Greece is indirectly doing so with a haircut to private bond holders and Italy shall eventually do the same. As long as the periphery does not depreciate, which it cannot for now, they will not be able to get out of their mess.

The medium to long term macroeconomic outlook on even Germany and France is not that exciting either. We are potentially entering a nasty decade ahead when it comes to Europe, and the US also risks entering the second half of its lost decade (growth since 2008 has been negative to low) if it cannot muster the political will to reform. To think that the Mauritian economy shall accelerate in 2013 without doing anything beyond increasing infrastructure spending is optimistic.

Underfunding of education programmes

As you can imagine, beyond the headlines full of new programmes, in real terms most of our expenses will remain flat or will decline as a percentage of GDP over the next two years. Now what is our main long term problem as a nation? It is our workforce. Mauritius has a largely undereducated workforce if you consider the fact that almost 50% of it does not even have secondary education. We also have a rapidly ageing labour force and access to quality education has become increasingly expensive.

The statistics of enrollment rates for women in particular are appalling, and all of this means that over the longer term, Mauritius will not be able to grow by more than the upper 3% range. We need to spend much more money in our education system as a percentage of total government expenditure and more importantly as a percentage of GDP, or risk stagnating in an increasingly competitive global economy. So I am sure that you will give me examples of the new programmes of summer school and school upgrades but show me the money? Are we going to spend more or less as a percentage of GDP on education, and if we announce more sub programmes with a stagnating allocation in real terms, does quality overall rise or fall? Tertiary education is an even bigger fiasco.

I think that beyond the underfunding, our education system produces people who are good at memorizing but bad at analyzing. This is after all a system that is based on private tuitions to maintain a certain level of quality. When we talk about reducing the gap between rich and poor, and about social integration, the biggest limiting factor is that those who can afford to send their kids to private tuitions have an inherent advantage over the poor. The few rich can also afford to send their kids abroad in search of higher quality education, and let's be honest, employers will pick their top team from the foreign educated lot.

The EU spends close to 1.5% of its GDP on tertiary education while the US spends 3% of GDP. The Indians and the Chinese have an ambitious programme to get their tertiary education spending to GDP ratio to similar

levels by 2017. We are spending less than 0.4% of GDP on tertiary education, and because our government is overstretched with so many ministries and programmes, we will never be able to increase this ratio to levels similar to our competition. It is a drop in the ocean, and we will not solve our structural problem that way. We need to focus on few government programmes and increase funding to them.

Our priorities as a small nation with limited access to new revenue streams needs to revolve around education as a means to improve our human capital base (focus on immigration to improve the skills set needs to be reinforced), infrastructure spending (there the budget does a reasonable job on the implementation part) and finally to cut the pork in our programmes and to get out of various programmes altogether. There are too many ministries and the government is involved in too many business activities where its parastatals are extremely inefficient and costly to the Treasury.

With regard to infrastructure spending where the multiplier effect is the greatest in the shorter term, we need to make sure we do not spend big sums of money on flagship programmes that are too costly and do not bring value for money. It seems like we have somehow made up our minds for more than a decade now about the Light Railway Transport (LRT) when a rapid bus transit system (BRT) would cost much less. For the same amount of money that we would spend for a rail network from Curepipe to Port Louis, we could build a BRT from the South to the capital. The buses on the BRT could also be put to use if required on our current roads. I believe that the lack of an independent projects assessment team in Mauritius is a major problem.

Resolving the significant balance sheet risks in tourism

If anyone were to look at the modified z scores (a standard risk measure that encompasses various credit metrics) of the hotel industry, three of the four listed major hotel groups (Naiade, Sun Resorts, New Mauritius Hotels, CHSL) have significant balance sheet risks and dismal interest coverage ratios. The major hotel groups recognize that they need to have a more well diversified portfolio with a good mix of 3-3.5 star hotels in the portfolio but money is a problem. I have talked about the reasons for this problem before and hence let me focus on potential solutions.

The tourism budget shall be relatively flat in terms of ratio, but the tourism sector must get out of its own mess. First, be more aggressive on the setup of online bookings in order to capture repeat tourists and even first time tourists, thereby diversifying away from the overreliance on tour operators and hence improving margins.

Second, local groups do have some good 4-5 star assets that may be interesting to international hotel groups. The fact of the matter is that hotel chains such as Four Seasons or Le Meridien have better occupancy rates right now than many because of their brand and reach. Balance sheets of local groups can be improved by allowing some international players to buy into a certain percentage (50-50 for example) of certain assets. This move shall improve the balance sheet, which will allow those groups to rotate their portfolios towards the faster growing middle segment of the market. Occupancy rates of the shared hotels shall be higher as well. Indians and Chinese are extremely brand conscious. I shall assure than upon my most recent visit to the continent, Africans are as well.

Third, Mauritius is being outcompeted in the region because we are too expensive. As more and more tourists complain about everything from the cost of food to the cost of the taxi, we decide to increase taxes on alcohol and cigarettes again. Whenever we have a revenue shortfall, we either increase solidarity levies or

tax alcohol, gambling and cigarettes more. It is time to come up with different ideas now rather than increase the cost of our entertainment industry which is already inadequate.

Fourth, air access is often put as the number one problem by the industry, but it most certainly is not. The biggest problem with the hotel industry was that too many groups took on too much leverage based on over optimistic assumptions as they built more high end hotels in a 3-3.5 star market. We are too small, and so it is difficult to attract major airlines or even Indian and Chinese private airlines to our airport. The Indian airlines are already in a financial mess anyway, so do not expect them to come anytime soon. We certainly can use some diversification away from Emirates Airlines, and talk about the entry of Qatar Airways into the game is a positive.

Fifth, payback periods in various African countries in the 3-4 star segment (business and resorts) are less than 5 years as the supply demand dynamics are much more attractive than in Mauritius, but we need to find partners. Too many CEOs in this country are too edgy when it comes to Africa, and this is why we are so late in the Africa game. We certainly cannot go into Africa alone, as a local group must have found out by now, for we are too small. We need to form partnerships locally and internationally for the economies of scale to become more attractive.

It will be very difficult to achieve the above. As we only now in 2012 begin to realize the potential growth story that is Sub Saharan Africa, the likes of Kenya Airways, South African Airlines and Arik Air have already put their plans in action. The Jomo Kenyatta Airport will soon be able to handle 9 million passengers (upgrade underway with current capacity still at 2.5 million passengers a year with actual arrivals of 4 million) and quite frankly Kenya is in the middle of Africa! Johannesburg is also an important hub for Africa, and West Africa is too far away. I doubt that we shall have much success in that project.

A sea hub can make sense only if we establish sister port networks in Eastern Africa, for example in Mozambique. One of the good things going for us right now is the piracy situation having increased insurance costs and freight rates along the East Coast of Africa. However, goods still need to travel inland and in Africa. The road network and checkpoints can make this costly, thereby increasing the cost of what we plan to offer.

Getting into the Africa story

Mauritius is small, and its major economic groups are still not open to building partnerships with other local groups, for family competition can sometimes get out of hand. It is time to evolve and build consortiums and move towards Africa together. We also need to develop partnerships in Africa.

Take Innodis. It had problems getting its Mozambique chicken plants running and breaking even, but now that this is settled, it recognizes that it must find a partner if it plans to find the money to quadruple weekly chicken production by 2016. It has also formed a partnership with a chicken chain in Nigeria, a huge market, in the form of a management contract of chicken farms. There is another country in the pipeline with a similar model in the future. Innodis is doing the right thing and kudos to them. There are still opportunities in the region in terms of fast moving consumer goods as long as we find reliable on the ground partners. When you go to Africa, you need to keep your own men there to monitor things.

Bar Ciel Group's Kibo Fund, Afrasia's South African corporate finance arm and IPRO's African Market Leaders Fund, no other local group has built the necessary competence and mechanism to invest into private equity and listed equity in Africa. If you missed the boat

and you are too small to get African partners, you can at least invest in private equity and African mutual funds and participate in the growth story. Even there, there is room for partnerships because size does matter.

If we do wish to evolve as a financial hub beyond fund administration, maybe it is time for the government to support its local mutual fund industry. Rather than give all that money to Goldman Sachs which invests it in the US and Europe (Global Equities), put some money into Africa via your local industry and help develop it. For its part, the local mutual fund industry needs to come together and move beyond the fund of funds middlemen model. We can certainly do this together.

I have always wanted to see Mauritius become a research hub for Africa. In the coming weeks, my company will be releasing to a select few weekly research outlooks on various Sub Sahara African countries, a first in Mauritius. This is a joint project with IPRO's Botswana based research team and eventual inputs from Religare Global Asset Management and Ciel.

An analyst costs 5 million rupees a year in South Africa but will cost a fraction of this here. If we can form the right people locally, there is a good business opportunity. My only problem is to find analysts versus those with good qualifications on paper and good at memorizing. This is why I constantly criticize our education system. It is far from not even being good enough, especially at the tertiary level. The private sector too must do its part in trying to add value.

The positive on Africa in the budget is the move to establish double taxation avoidance treaties with various African countries. I can assure you that many African financial institutions, let alone global ones, would find this quite interesting. In fact I had a talk about this to Zenith Bank's top management during my recent visit to Lagos, and they were beginning to learn about Mauritius. We need to establish such treaties with Nigeria, Kenya, Zambia and Ghana.

In conclusion then, I believe that the 2012 budget does not go far enough in addressing our longer term structural problems. We need to cut the pork in government spending, and we need the government to focus on its priorities versus spending too little money on everything. The sheer size of the government must come down.

Another issue is our civil service retirement liabilities in the future and constant wage increases. Many civil servants will retire over the next decade, and considering the formula on how lump sums are given, no pension plan can match this. The government must move towards a scheme that resembles those in the private sector, and if whenever we will increase the retirement age, we will give a huge salary increase via the Pay Research Bureau, it cancels the former out. We cannot afford this system, which is probably why there are so many vacant top spots in Government.

Cut the size of Government, focus on priorities, get out of unprofitable businesses via asset sales to the private sector, change the civil service pension system, for we cannot afford it, and yes, maintain a low tax regime without the need to impose levies on certain sectors all the time. We cannot have it both ways: big governments and a low tax regime are contradictory.

Sameer Sharma, a chartered alternative investment analyst and a certified financial risk manager, is the Head of International Funds at IPRO Fund Management.

Le dollar : un privilège exorbitant

Une revue de Mark Calabria

Un privilège exorbitant : Le déclin du dollar et l'avenir du système monétaire international (Odile Jacob, Septembre 2011) est un livre concis et accessible sur le dollar américain, écrit par Barry Eichengreen, professeur d'économie à l'Université de Californie à Berkeley, et constitue sans doute l'un des ouvrages les plus importants publiés cette année. Le fait que le dollar reste « roi » aura un impact énorme sur les entreprises américaines. Certaines vont y perdre ; d'autres vont y gagner. De façon tout aussi importante, la force relative du billet vert sera un facteur majeur pour déterminer les options budgétaires qui sont à la disposition du gouvernement américain dans les années à venir.

La majeure partie de l'ouvrage est consacrée à la construction d'une base historique pour les conclusions et les prévisions de Eichengreen concernant le statut mondial du dollar. L'auteur fait faire au lecteur un tour rapide de l'histoire monétaire américaine à ses débuts, de l'utilisation de monnaies-marchandises, telles que le wampum ou le tabac, à l'utilisation croissante de pièces et de papier-monnaie, soit sous la forme de « continentals » pendant la Révolution américaine ou de pesos d'argent espagnols, la monnaie mondiale la plus importante des environs de 1550 à 1850. Cette histoire sert à nous rappeler que la domination du dollar, même aux États-Unis est une affaire relativement récente.

Nous assistons à la naissance de la domination du dollar avec la création de la première et la deuxième Banque des États-Unis, puis avec la fondation de la *Federal Reserve System* en 1913. Le lien entre la hausse du dollar et la création par la *Fed* à New York d'un marché des instruments de paiements commerciaux pour rivaliser avec Londres, est l'une des idées les plus importantes du livre. Si la Chine est déterminée à détrôner le dollar, l'analyse que fait Eichengreen de la manière dont le billet vert est parvenu à dominer la livre sterling pourrait presque constituer un manuel pratique.

L'histoire nous rappelle que la livre sterling n'a pas reculé sans se battre. La lutte finale a commencé en Juillet 1944, à Bretton Woods, dans le New Hampshire, à la conférence internationale censée établir un nouvel ordre monétaire. La conception initiale du système de Bretton Woods était relativement neutre vis à vis de telle ou telle devise, grâce aux efforts du négociateur en chef de Grande-Bretagne, l'économiste John Maynard Keynes, qui tenait l'espoir d'un renouveau de la livre sterling. Mais le processus de Bretton Woods s'est rapidement transformé en un système de réserve fondé sur le dollar.

L'espoir de Keynes de sauver la livre n'est pas vraiment mort jusqu'à bien après sa propre mort, quand la crise de Suez en 1956 a finalement exposé les bases fragiles de l'économie britannique et de son influence politique. L'histoire des engagements la Grande-Bretagne à l'étranger ainsi que la disparition de la livre sterling en tant que monnaie dominante devrait servir d'avertissement aux États-Unis.

Un point central de l'analyse Eichengreen porte sur ce qui est désormais connu sous le vocable de « dilemme de Triffin », de l'économiste Robert Triffin, qui avertissait en 1947 qu'un système dans lequel les États-Unis

promettaient de fournir deux actifs de réserve (les dollars qui étaient ensuite convertibles en or à un taux de change fixe), serait condamné aussi longtemps que la fourniture d'un de ces actifs (le dollar) était élastique, tandis que l'autre (l'or) ne l'était pas. Pour que le commerce mondial prospère, les États-Unis seraient tenus de fournir une quantité presque illimitée de dollars. Pourtant, ceci serait incompatible avec la convertibilité du dollar en un prix fixe en or ; une contradiction qui a effectivement conduit à l'abandon de la convertibilité dollar-or par le président Nixon en 1971.

Le dollar est susceptible de perdre de l'importance

Dans l'un des rares points faibles du livre, l'auteur répète l'opinion répandue mais erronée sur la déréglementation et les produits dérivés en tant que causes de la crise financière de 2008. Mais il explique comment les flux mondiaux de capitaux ont accru les liquidités aux États-Unis et réduit les taux d'intérêt, contribuant à la bulle immobilière.

La leçon d'histoire nous mène enfin à l'état actuel du dollar et à sa trajectoire future. Puisque les avantages à être la monnaie de réserve mondiale sont importants, mais aussi presque invisibles pour les non-économistes, l'analyse de ces avantages et de leur potentialité d'être perdus est rattachée de manière concrète aux décisions quotidiennes des entreprises, des ménages et des États. Lorsque le dollar sera finalement obligé de jouer un rôle moins important dans les affaires mondiales, la demande internationale pour le dollar baissera, entraînant une hausse des taux d'intérêt et réduisant le niveau de vie américain, touchant en particulier la capacité de l'Amérique à consommer au-delà de ses moyens. Cela est aussi vrai pour le gouvernement américain.

Comme Eichengreen l'affirme, le dollar est susceptible de perdre de l'importance. Mais l'ampleur de ce recul et le fait de savoir si le billet vert va être sur un pied d'égalité avec l'euro et le renminbi chinois, reste une question ouverte. Une bonne partie de la réponse dépend de la politique budgétaire américaine. Au plus les USA tarderont à mettre de l'ordre dans leurs finances publiques, au plus grand sera le recul du dollar.

Mark Calabria est analyste au *Cato Institute* à Washington DC.

BARRY EICHENGREEN
**UN PRIVILÈGE
EXORBITANT**
LE DÉCLIN DU DOLLAR ET L'AVENIR
DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Hors de l'euro, point de salut ?

Par Jean-Yves Naudet

Au moment où la zone euro va de crise en crise et de sommet en sommet, où la récession menace, où le chômage explose, où les désordres monétaires et financiers se multiplient, et où la dette publique devient incontrôlable, il est intéressant de jeter un œil sur les dix pays de l'Union européenne qui ne sont pas dans la zone euro, parce qu'ils n'ont pas voulu y entrer ou parce qu'ils envisageaient de le faire plus tard. En langage européen, les pays OUT par rapport aux pays IN. Le discours politiquement correct est clair : IN, c'est bien, OUT, c'est mal : hors de l'euro, point de salut. La réalité se révèle assez différente.

Les pays OUT ne se portent pas plus mal

Lorsque l'euro a été créé le 1^{er} janvier 1999, nous étions alors 15 dans l'Union européenne. Sur ces 15, 12 voulaient entrer dans l'euro, 3 ne le voulaient pas. Sur les 12, 11 ont été admis, un seul a été écarté, la Grèce (déjà !), à l'évidence pas prête à suivre les exigences du pacte de stabilité, notamment en matière budgétaire. Mais en 2001, la Grèce a finalement été admise, en ayant truqué ses statistiques, ce dont personne n'était dupe, mais il fallait à tout prix montrer le succès de l'euro, d'autant plus que les billets allaient être mis en circulation.

Les trois pays qui ont refusé d'entrer auraient pu le faire, sur le plan économique ; mais c'est un choix délibéré de leur part : il s'agit du Royaume-Uni, de la Suède et du Danemark. Ces trois pays savaient ce qui avait conduit Jacques Delors, lorsqu'il était ministre de l'économie de F. Mitterrand, à le pousser à rester en 1983 dans le système monétaire européen et surtout, devenu Président de la commission européenne, à mettre en place la monnaie unique : des changes fixes, puis une monnaie unique imposent des politiques convergentes, ceux qui s'écartent de la rigueur des autres voient les ajustements nécessaires se faire par le chômage ou la récession, s'ils n'acceptent pas la logique du marché, de la compétitivité, de l'adaptation permanente des salaires et des marchés : à monnaie unique, politique unique. J. Delors savait bien qu'en mettant en place la monnaie unique, on en arriverait un jour, grâce à cette bombe à retardement, à une gouvernance européenne, à un gouvernement européen, et enfin à un Etat fédéral : c'est bien l'idée aujourd'hui défendue par la France et l'Allemagne.

Ces trois pays qui n'ont pas voulu entrer dans la zone euro ont préféré garder leur

liberté et mener la politique ou faire les réformes de leur choix, sans les voir imposées uniformément par Bruxelles. La question des autres pays OUT est un peu différente. Avec l'élargissement vers l'Europe de l'Est, consécutive à l'effondrement des régimes communistes, les douze nouveaux pays, amenant le nombre de membres de l'Union européenne à 27, avaient « vocation » à entrer dans la zone euro. Certains le souhaitaient, d'autres non (comme les Tchèques ou les Polonais), d'autres n'étaient pas prêts. Car la zone euro était devenue pointilleuse sur les critères du pacte de stabilité, alors que les premiers adhérents les respectaient de moins en moins : on est plus sévère avec les autres qu'avec soi-même.



Sur les 12 pays OUT (autres que les 3 d'origine), 5 sont entrés dans l'euro, qui concerne donc 17 pays. Les 7 autres sont toujours OUT. A l'évidence, certains n'ont pas encore fait toutes les réformes nécessaires. Mais la plupart des autres, Pologne et République tchèque en tête, sont de moins en moins pressés, face à la tragi-comédie qui se joue dans la zone euro. S'en portent-ils plus mal ? Et comment se comportent les 3 qui ont refusé dès l'origine ?

En matière de croissance, les dernières perspectives économiques de l'OCDE étaient de juin 2011 (elles paraissent tous les six mois). Pour la zone euro, après la récession très forte de 2009, la croissance a été faible : 1,7% en 2010, 2,0 % de prévus en 2011 et 2012. Mais on sait que les troubles dans la zone euro ont conduit à réviser fortement ces prévisions à la baisse. C'est ainsi que pour 2012, le gouvernement français, en présentant le budget il y a quelques semaines prévoyait 1,75% ; le Président de la République vient de rectifier à 1,0%, mais la plupart des instituts privés sont en dessous. D'ailleurs, l'OCDE vient de réviser l'estimation de la croissance dans la zone euro pour 2012 : ce sera 0,3% seulement !

Pour les pays OUT, l'OCDE annonçait pour 2012, 1,8% au Royaume-Uni, 3,1% en Suède, 2,1% au Danemark, ou encore 3,5% en République tchèque, 3,8% en Pologne ou 3,1% en Hongrie.

Autre indicateur, le taux de chômage. Ici, les dernières statistiques de l'OCDE, publiées le 11 octobre pour le mois d'août, montrent un taux de chômage de 10% dans la zone euro. Il y a là quelques pays qui s'en sortent, comme l'Autriche, à 3,7% seulement, ou l'Allemagne, à 6,0%. Mais d'autres sont en pleine catastrophe, comme l'Espagne, avec 21,2% de chômeurs, la Grèce, avec 16,7% ou le Portugal, à 12,4%, tandis que la France est à 9,9%. Pour les pays OUT, le Royaume-Uni est à 8,0%, la Suède à 7,4%, le Danemark à 7,1%, la Pologne à 9,4%, la République tchèque à 6,7%, soit bien moins que la moyenne de la zone euro.

Des politiques monétaires différentes

Pour l'inflation, les choses sont diverses. Selon les statistiques de l'OCDE du 2 novembre, concernant douze mois se terminant en septembre, l'inflation est de 3,0% dans la zone euro. Mais elle est de 5,2% pour le Royaume-Uni, de 1,5% en Suède, de 3,5% en Pologne, et de 2,1% en République tchèque. Les résultats sont parfois meilleurs, parfois moins bons. L'explication est simple : la hausse des prix dépend de la politique monétaire. Si la création de monnaie est maîtrisée, avec une croissance raisonnable de la masse monétaire, l'inflation sera faible ; si la création monétaire est excessive, l'inflation sera forte. Cela explique les résultats variables pour les pays OUT qui ont chacun leur propre monnaie.

Dans la zone euro, en raison des statuts de la Banque centrale européenne, la création monétaire a été longtemps maîtrisée et l'objectif, atteint jusqu'en 2010, était de moins de 2% d'inflation. Avec le récent laxisme, les politiques de rachat de la dette publique, la création monétaire progresse et les prix aussi. La hausse reste encore limitée, car les mouvements monétaires n'influencent les prix qu'avec retard. On devrait donc s'attendre, avec l'inondation monétaire et l'explosion des déficits et des dettes, à une accélération de l'inflation. Ici les décisions de la BCE sont déterminantes, et la baisse des taux d'intérêt décrétée par le nouveau directeur Mario Draghi n'est guère rassurante.

En fait, le choix d'une monnaie n'est pas, en soi, un facteur décisif. On peut en effet avoir une monnaie unique avec des

politiques laxistes, comme le souhaitent les adversaires de l'euro fort : ces relances ne peuvent réussir et le chômage réapparaît aussi vite que l'inflation. On peut aussi avoir une monnaie nationale avec des politiques tout aussi laxistes, s'accommodant de « dévaluations compétitives », et des résultats tout aussi mauvais. Mais on peut assortir une monnaie unique ou une monnaie nationale de politiques rigoureuses, sans dérapage des finances publiques.

Alors, où est le vrai clivage ? La différence fondamentale est entre les pays qui ont fait des réformes et les autres. Dans la zone euro, le clivage est entre les pays rigoureux et les pays laxistes sur le plan budgétaire ; il est entre les pays qui ont réformé le marché du travail (comme l'Allemagne) et ceux qui refusent ces réformes. Et la dérive des pays du sud de l'Europe n'est pas uniquement budgétaire ; elle est d'abord dans le refus des réformes visant à privatiser, libéraliser, assouplir, rendre plus flexible l'économie, ou encore dans le refus de baisser les prélèvements obligatoires pour libérer l'offre.

Quant aux pays OUT, le Royaume-Uni bénéficie encore des réformes libérales de Margaret Thatcher, qui n'avaient pas été remises en cause par Tony Blair. La Suède a accepté de faire des efforts considérables de réformes et de privatisations, qu'on pourrait trouver même radicales pour un pays social-démocrate ; la République tchèque et la Pologne ont fait des réformes qu'on qualifierait en France d'ultralibérales, mais qui sont en fait du simple bon sens.

Oui, hors de l'euro il y a un salut. La preuve : les pays OUT s'en sortent mieux. Mais ils s'en sortent non pas, comme l'imaginent certains, par le laxisme ou la relance budgétaire, mais parce qu'ils ont accepté les réformes libérales indispensables dans une économie mondialisée. Alors, quelle différence entre être dans l'euro ou en dehors ? C'est que les pays OUT sont responsables de leurs erreurs tandis qu'au sein de la zone euro les pays qui refusent de mettre de l'ordre dans leurs finances publiques peuvent emporter tout le monde dans leur chute, au nom de la « solidarité » des fourmis avec les cigales.

Jean-Yves Naudet, professeur d'économie, dirige le Magistère "Journalisme, Communication, Economie" de l'Université d'Aix-Marseille III.

Le testament de Jobs

Par Emmanuel Martin

Steve Jobs, fondateur d'Apple, est décédé le 5 octobre 2011 d'un cancer du pancréas à l'âge de 56 ans. Ce jour restera d'une grande tristesse pour l'humanité entière. Bien sûr certains verront là une exagération d'économiste, fasciné par les innovations de marché et la créativité du système capitaliste.

Pourtant Steve Jobs a changé la vie de milliards de personnes, directement ou indirectement. D'abord en lançant le premier Apple en 1976, mais surtout le Macintosh en 1984, qui proposera un format compact d'ordinateur, facile à transporter et avec la première souris et le premier lecteur de disquettes 3 pouces. Avec un système d'exploitation qui ne nécessite pas la connaissance de codes et un langage particulier, le grand public a, pour la première fois, eu un accès facile aux fonctionnalités de tableurs ou de traitement de texte. Les jours de la vieille machine à écrire ont été comptés, le traitement statistique a été mis à la portée de tous, faisant économiser des heures ou des jours de calculs.

On croit Apple mort et enterré avec l'explosion des PC dans les années 90, mais en 1998 l'Imac révolutionne le marché. Un an plus tard Jobs se sert du tremplin du numérique et notamment du MP3 pour lancer l'Ipod et définitivement enterrer le « walkman » et autre « discman ». Le MacBook représentera un progrès inestimable en matière d'ordinateur portable, permettant à des millions d'utilisateurs une portabilité et une autonomie incroyables : l'ordinateur devient un gros « cahier », dont se dotent rapidement les étudiants sur les campus. C'est ensuite bien sûr l'iPhone en 2007 qui va ici encore révolutionner le marché, de la téléphonie cette fois-ci, lançant la vague des Smartphones. Et c'est avec l'iPad, qui combine les tablettes du genre Kindle avec les innovations d'Apple pour proposer un service entre le livre numérique et l'ordinateur portable.

Nous ne pourrions nous passer de toutes ces innovations aujourd'hui tant elles génèrent des milliers de services qui nous facilitent la vie, nous font gagner du temps, de l'énergie, et constituent un instrument essentiel pour créer de la valeur. Elles sont à la source d'un pourcentage incroyable de la richesse créée dans l'économie. Mais elles ont aussi été le vecteur de propagation des révolutions du printemps arabe : aurait-on eu Facebook sans le développement des ordinateurs que l'on doit à Steve Jobs ? Ainsi, comme dans la chanson de Jean-Jacques Goldman « à sa tâche chaque jour, on pouvait dire de lui qu'il changeait la vie. »

Steve Davies, un historien britannique, a expliqué comment notre éducation scolaire nous a habitués à envisager l'histoire comme une série de dates d'événements politiques (prises de pouvoir, guerres, morts de roi ou d'empereur, révolutions), mais comment une « autre histoire » est possible, et en réalité, fort nécessaire : l'histoire des innovations et découvertes d'entrepreneurs, comme l'invention du télégraphe, du container, du transatlantique ou du microprocesseur. Bien sûr l'histoire des Attila et autres Napoléon a déterminé l'histoire de l'humanité – pas toujours pour le meilleur. Mais c'est aussi l'histoire des Steve Jobs et autre Nikola Tesla ou James Watts qu'il faut saisir, celle des entrepreneurs qui sont les « Atlas », si bien dépeints par la philosophe russo-américaine Ayn Rand, qui font véritablement bouger le monde.

La créativité entrepreneuriale dépend des institutions de la liberté

La mort de Steve Jobs nous invite par ailleurs à réfléchir aux conditions qui ont permis à ce « cadeau », que l'inventeur américain a représenté, d'avoir pu laisser s'épanouir sa créativité. Combien de centaines, combien de milliers de Steve Jobs empêche-t-on de créer, d'innover, de rendre service, de « changer la vie », dans de si nombreux pays, notamment en Afrique ?

C'est ici le concept de terreau institutionnel qui est crucial au développement, fondé essentiellement sur l'activité entrepreneuriale : sans les institutions promouvant la liberté économique, le potentiel entrepreneurial de créativité d'un Steve Jobs ne pourrait s'exprimer. Nous prenons trop souvent la créativité et l'innovation de nos entrepreneurs pour acquises. Nous oublions trop facilement que c'est bien l'environnement institutionnel favorable à cet esprit d'entreprise qui nous a permis d'avoir un iPhone dans la poche ou d'enregistrer nos compositions musicales dans « GarageBand » sur un MacBook.

Ces réflexions pourraient inspirer les manifestants qui défilent devant Wall Street en demandant la fin du capitalisme et le retour du socialisme, en confondant malheureusement le capitalisme de copinage (le *crony capitalism* qui n'est autre qu'un « socialisme pour les riches » comme l'a bien décrit le cinéaste Michael Moore), qu'il faut bien sûr combattre, avec le vrai capitalisme de marché libre et responsable, fondé sur les institutions de liberté, et qui nous a donné des Steve Jobs. Faut-il rappeler que le socialisme réel a toujours supprimé non seulement les libertés politiques mais aussi économiques, et donc supprimé la démocratie comme la créativité du marché, générant oppression et misère ?

En cette période de crise, durant laquelle les dangereuses tendances nationalistes et collectivistes se manifestent toujours davantage, il est sans doute salutaire de se rappeler les avantages de ce que Adam Smith appelait « le système de liberté », qui nous a donné Apple et tant d'autres miracles.

Emmanuel Martin est analste sur UnMondeLibre.org.

